

EU AND ISLAM

«The Turkish Model »

April 8, 2004 - Palais d'Egmont, Brussels

Résumé du colloque.
Rapporteur : X. Vanlauwe

Introduction

Pour M. Fr-X. de Donnea, Ministre d'Etat, Membre du Conseil d'Administration de l'IRRI-KIIB le statut de pays candidat à l'UE constitue un levier important pour la Turquie pour accélérer et favoriser des réformes. L'opinion publique européenne a tort de souvent confondre islam et islamisme intégriste, mais s'inquiète à juste titre de voir la confusion qui existe dans certains Etats musulmans entre la loi civile et la loi religieuse, entre le pouvoir de l'Etat et celui de l'islam. La Turquie devrait démontrer qu'elle continuera à être un pays où la religion et la politique sont séparées dans le cadre d'une démocratie qui respecte la laïcité. Selon M. de Donnea, l'inclusion de la Turquie dans l'UE serait le meilleur moyen d'éviter que ce pays ne devienne un Etat isolationniste et islamiste.

Le Dr. Akkan Suver, Président de l'ONG « Marmara Group Foundation », a évoqué le projet « UE et Islam » que cette fondation vient de mettre en application en collaboration avec la Fondation des Services Religieux et Sociaux. Il souligne que l'objectif de cette conférence est d'expliquer que l'islam ne constitue pas un obstacle à la modernité et partage des valeurs européennes dans le cadre de l'émancipation turque, et de procéder à un échange de points de vue sur la demande d'adhésion à l'UE. La Turquie est un Etat de droit et laïque et peut démontrer qu'il est possible d'être un modèle, a dit M. Suver.

Le Prof. Dr. M. Sait Yazicioglu, Membre du Parlement, ancien Président des Affaires Religieuses, a abordé les développements négatifs (p.ex. attentats terroristes du 11/9) qui ont comme résultat que le monde occidental devient la proie de l'islamo phobie. M. Yazicioglu nous met en garde contre le danger de lier l'islam et le terrorisme. Il faut découvrir les causes réelles du terrorisme et y faire face. Il souligne qu'il faut établir une meilleure base de compréhension entre l'Occident et le monde musulman et que la Turquie avec son système laïque et démocratique peut constituer un pont entre les deux. Le dialogue interculturel est une tradition historique en Turquie qui a un régime de liberté religieuse.

PANEL I : « State and Islam : the Turkish model »

Moderateur: **Prof. Dr. Simon Petermann**, IRRI, Ulg, ULB

H.E. Ambassadeur Gündüz Aktan, Chroniqueur

L'Ambassadeur Aktan a prononcé un discours intéressant sur le processus de laïcisation. La

Turquie peut-elle être un modèle ? La laïcité limite le champ d'application de la religion dans la vie publique depuis le dernier siècle de l'empire ottoman. M. Aktan se penche sur les réformes et rappelle qu'il y a une grande différence entre la laïcisation de l'Occident et celle de la Turquie. Aujourd'hui on voit en ce pays une version urbanisée de la religion, « la Grande Tradition ». Cette religion n'est pas totalement urbanisée parce qu'elle est soutenue par des personnes semi-urbanisées mais plus radicales. M. Aktan traite ensuite plus à fond la question de l'AKP, parti démocrate conservateur. Le parti a une religiosité profonde et a essayé de se débarrasser des militaires. Selon M. Aktan le manque de classe moyenne et la population semi-urbanisée auront un impact sur la qualité de la démocratie. Il conclut par la thèse que la Turquie ne peut pas être un modèle de laïcité pour le Grand Moyen Orient. La laïcisation dans cette région sera un très long processus. On peut se demander si ces pays peuvent se réconcilier avec la modernité. Doit-on donner la priorité à la laïcité comme système d'Etat ou à la laïcisation du peuple ?

Prof. Eric Zurcher, Université de Leiden.

Le Prof. Zurcher a évoqué la spécificité du modèle turc. Il pense que l'Europe a tendance à nier quelques caractéristiques de l'islam turc. L'islam est d'abord sui generis. Ensuite la tradition turque est très forte dans les institutions étatiques. Et la religion et la politique sont en relation de dépendance mutuelle. L'Etat soutenait l'islam comme ça a été proclamé par le Diyanet, et ça n'a pas changé. Le message lancé par l'islam officiel est-il compatible avec les droits humains et la démocratie ? Le message n'est pas éloigné de celui de la démocratie chrétienne. Dans les négociations d'adhésion à l'UE, l'existence même de leurs Affaires religieuses et le contrôle de facto de l'Etat sur la religion peut être considéré comme un problème. Il n'y a pas un contexte totalement séculier. Il pourrait être improductif d'insister sur une séparation de l'Etat par rapport à la présidence des Affaires religieuses en Turquie, puisqu'il n'y a pas d'église. Par contre, M. Zurcher pense que le message émis par le Diyanet devrait changer si la Turquie devait faire partie de l'UE.

Zurcher constate qu'il y a des mouvements politiques assez libéraux. L'AKP a ouvertement adopté les normes européennes pour ce qui est de la démocratie et des droits de l'homme et les considère comme les siennes. En fait le fondamentalisme n'a pas un public cible en Turquie. Les résultats des élections et des études sociologiques ont démontré ce fait.

Prof. Ilber Ortayli, Historien

Le Prof. Ortayli a essayé d'éclaircir la structure du laïcisme en Turquie en regardant l'histoire de l'empire turc. L'empire turc a été confronté au chrétien occidental et cet empire militaire a dû modifier ses institutions. La laïcité dans la société turque ressemble fort à la société israélienne : la société prétend être laïque et ce principe est inscrit dans la constitution turque depuis 1928. M. Ortayli signale qu'il n'y a pas d'église qui puisse diriger la communauté, ce qui est la tâche de chacun. Les membres devraient avoir une sorte de consensus qui passe par les modes de vie pratique. Le 1^{er} élément dans ce consensus appartient au régime : « l'adoption de la démocratie ». Le 2^e élément dans le consensus est lié au système juridique, qui a subi une romanisation depuis le 19^e siècle.

La Turquie est un pays très développé et ses institutions permettent de développer une laïcité spécifique. Bien sûr, il y a encore des problèmes. Il s'agit d'une idéologie et d'une voie politique. M. Ortayli est convaincu qu'il est très difficile de donner une structure bien encadrée en ce qui concerne l'institutionnalisation.

Prof. Semith Vaner, Science Politique- Paris, CERI.

Le Prof. Vaner a tenté d'expliquer deux concepts : la laïcité et la sécularisation. Le laïcisme au contraire est une attitude plus militante. Selon M. Vaner, la Turquie peut être un modèle si ce pays réussit la synthèse de la sécularisation avec la démocratie. La sécularisation n'a pas pu être entière en Turquie parce que l'empire ottoman a beaucoup hérité de Byzance, du système césaropapiste où il y a une confusion entre l'Etat et la religion. Et Mustafa Kemal n'a fait que perpétuer cette confusion. Un système qui se voulait laïque a supprimé la clause de la constitution de 1928 selon laquelle l'islam était la religion d'Etat, mais dès 1937 a constitutionnalisé la laïcité de l'Etat. M. Vaner a plaidé pour que la Turquie abandonne le laïcisme dans sa forme militante, excessive, qui crée des tensions.

Il est convaincu de l'importance de la sécularisation : la sortie de la religion, ce qui n'est pas l'incroyance. Il y a le dialogue démocratique entre l'Etat et la société; les croyances religieuses évoluent dans l'espace public avec une certaine permissivité démocratique.

PANEL II : "Turkey in the dialogue between EU and the Muslim world"

Moderateur: **Mr. Güneri Civaolgu**, Journaliste.

Hon. Mehmet Dülger, Membre du Parlement, Président de la Comité des Affaires Etrangères.

M. Dülger a signalé que l'adhésion de la Turquie offrira la possibilité d'une interaction de deux concepts, l'Ouest et l'islam. L'UE aura aussi une plus grande force pour faire face aux problèmes mondiaux. Il a ensuite soulevé les problèmes encore existants. Le dialogue doit être plus répandu entre l'islam et l'Ouest, l'islam et la Turquie et à l'intérieur du monde musulman. Il faut qu'il y ait aussi un consensus. L'image de l'islam en Occident et en Turquie doit absolument être discuté à fond, a insisté M. Dülger. Les adeptes de l'islam doivent expliquer que l'islam est une religion de paix. Pourquoi dit-on toujours «La Turquie, un pays musulman de 65 millions d'habitants » et pas « La Pologne, un pays chrétien de 40 millions d'habitants» ?

M. Dülger doute que le modèle turc (Etat laïque) soit accepté dans la région.

Hon. Onur **Öymen**, Ambassadeur, Membre du Parlement.

Mr. Öymen a mis en évidence les atouts que la Turquie peut apporter en adhérant à l'UE. Vu que la population européenne diminue et qu'on doit garder le système de sécurité sociale et garantir le progrès économique, la Turquie peut apporter de la main-d'œuvre nouvelle et du personnel formé. Le potentiel du marché sera de près de 800 millions de consommateurs, un grand atout économique. Une autre contribution serait dans le champ de la sécurité et de la défense. Le problème le plus important de l'UE, c'est le manque de capacités. La Turquie peut contribuer et elle a déjà contribué à l'armée européenne avec une brigade. Surtout en ce qui concerne la sécurité de l'Europe, la Turquie peut être un élément de stabilité, non seulement dans le domaine militaire, mais aussi politique. Notamment en coopérant avec l'UE, on peut exporter la démocratie et - ce qui est nécessaire - en même temps il faut

exporter la laïcité. Dans ce sens la Turquie pourrait servir de modèle dans toute la région. M. Öymen a ajouté qu'on ne peut pas accepter que certains bloquent l'adhésion de la Turquie pour des raisons culturelles ou religieuses.

Mr. Robert **Anciaux**, ULB

Le Prof. Anciaux a d'abord démontré la position stratégique de la Turquie. Il a exploré la validité de l'image selon laquelle la Turquie peut jouer le rôle de « pont entre l'Occident et l'Orient, comme le souhaitent certains milieux turcs », en analysant d'abord les facteurs qui relient ce pays au Moyen-Orient et au monde musulman et ensuite en prenant la mesure de l'ancrage de la Turquie à l'Occident.

La Turquie partage une communauté de religion avec le monde musulman, mais ceci n'est pas un facteur de concorde transcendant entre tous les Etats musulmans. Le monde musulman est au contraire un facteur de stabilisation pour son économie. La Turquie, Etat laïque, assume une position de premier plan dans les domaines économique et financier dans l'Organisation de la Conférence islamique.

La Turquie tente de s'ancrer en Europe, notamment par l'introduction de la laïcité et de ses institutions propres à ces modèles européens. Selon M. Anciaux la notion de pont entre l'Europe et l'Orient peut se justifier par les appartenances simultanées au Conseil de l'Europe et l'Union douanière et à l'Organisation de la Conférence Islamique.

« La vision d'une telle fonction intermédiaire manque de pertinence dans la mesure où l'Europe entretient avec de nombreux pays arabes et musulmans de meilleures relations que celles qu'entretient la Turquie avec nombre d'Etats arabes ».

M. Anciaux plaide pour l'adhésion réalisée en fonction de considérations géopolitique et géostratégique de l'Europe et de la Turquie. Il conclut par la thèse que la Turquie, avec son économie intégrée au marché mondial et son système parlementaire représentatif, peut être un modèle au Moyen-Orient pacifié et stabilisé dans lequel les peuples auront le choix de leurs destins qui est encore un rêve aujourd'hui.

M. **Alessandro Missir di Lusignano**, Commission européenne, DG Elargissement

M. Missir di Lusignano se demande quels enseignements peut-on tirer de l'existence et de la mutation d'un modèle turc? Il a constaté que les partis issus du mouvement islamiste qui continue à se réclamer d'une certaine forme islamique forment un composant durable du paysage politique turc depuis l'introduction du multipartisme. Ces partis ont assimilé le principe de l'alternance démocratique, se trouvant tantôt au pouvoir, tantôt dans l'opposition. Il y a une marginalisation du fondamentalisme et la mise en concurrence de différents mouvements au sein du parti au pouvoir lui-même. On voit qu'il est nécessaire de conserver un électorat préoccupé par la stabilité politique et économique.

L'orateur souligne que les affaires turques portées devant la Cour européenne de Droits de l'Homme fournissent un éclairage très intéressant sur la manière dont s'articule l'islam avec la laïcité / démocratie. Il examine les arrêts rendus dans les domaines suivants : *le foulard, l'interdiction des partis politiques, l'expulsion des officiers islamistes des rangs de forces armées, les respects pour l'autonomie dans l'organisation des différentes communautés religieuses.*

La perspective de l'adhésion à l'UE a constitué un puissant incitant aux réformes. Selon M. Missir di Lusignano, le modèle turc est sui generis dont la valeur s'apprécie par rapport à cette

articulation avec les critères politiques de Copenhague. Les réformes démontrent que cette articulation se fait de manière soluble avec la démocratie.

Conclusion

M. Yasar Yakis, Membre du Parlement turc, ancien Ministre des Affaires étrangères de la République turque, rappelle l'arrière-plan de l'évolution de la laïcité et le rôle de la Direction Générale des Affaires Religieuses, le Diyanet. Le pouvoir actuel, peut-il islamiser l'Etat ? Les orateurs ont exclu cette possibilité, ce que les résultats des élections ont montré, indique M. Yasar Yakis. Les intervenants considèrent la Turquie comme un pays laïque avec une population prédominante islamique.

La Turquie peut jouer un rôle pour le dialogue avec le monde islamique. M. Dülger a souligné qu'on a besoin de personnes prééminentes comme les fondateurs de l'UE. L'idée des USA de transformer la Turquie en un pays plus islamique, n'est pas acceptée par Öymen. M. Yasar Yakis mentionne encore que selon Anciaux le rôle de pont n'est pas de grande importance parce que l'Europe a de meilleures relations avec les pays arabes que la Turquie avec ces pays. Ministre Yakis a retenu des analyses de Missir di Lusignano que le parti au pouvoir actuel a pu achever la marginalisation du fondamentalisme.

L'ancien Ministre des Affaires étrangères termine en relevant la remarque faite par une personne de nationalité Jordanienne : *La Jordanie prend la Turquie comme modèle.*

Le prof. François-Xavier de Donnea, Ministre d'Etat, Membre du Conseil d'Administration de l'IRRI-KIIB, pense que les avantages d'une adhésion de la Turquie sur le plan économique, géostratégique, géopolitique, rappelés par plusieurs orateurs, sont des arguments très péremptaires et peu contestés. Il rappelle que plusieurs personnes ont souligné le caractère européen de la réalité turque. La question est donc de savoir quant la Turquie fera partie de l'Europe.

M. Missir di Lusignano a également rappelé que les critères de Copenhague ne tenaient pas de critères religieux – utilisant le mot « formel ». Selon de Donnea, il faut avoir le courage de reconnaître qu'informellement le critère religieux est présent non pas de par la volonté des dirigeants européens, mais parce que l'opinion publique est préoccupée par cette question. M. de Donnea est convaincu qu'il faut absolument rassurer l'opinion publique sur les aspects positifs et propager l'information qui montre que la Turquie est un Etat laïc, une démocratie, qu'elle est engagée dans le processus de sécularisation. Il faut aussi changer les livres d'histoire et conseiller des livres qui démystifient les peurs ancestrales.